



Comme nous avons reçu ce mail de la FED (texte infra), nous l'avons lu en le transposant spontanément à la politique de l'eau, tellement les arguments sont identiques. Nous n'avons pas résisté à la tentation de rédiger ce billet d'humour, un zeste critique.

Ce n'est pas drôle du tout car Rémy POINTEREAU (nombreux mandats électifs) implore, sans avoir été entendu depuis plus de 15 ans, le retour au bon sens.

Pire, ce communiqué de presse serait transposable aux thèmes des paysans, de l'éducation nationale et de la santé ?

La Fédération Eau Durable (FED) prend acte du très sévère avis de l'Académie des sciences publié le 10 avril 2025 sur la politique nationale de l'eau. Ce document majeur, rédigé par les plus hautes autorités scientifiques françaises, confirme l'essentiel des critiques formulées depuis des années par la FED : malgré des budgets de plusieurs milliards d'euros mobilisés, la qualité des masses d'eau ne s'améliore pas significativement, le « bon état 2015 » est reporté ad vitam aeternam, les pénuries d'eau se multiplient (alors que nous consommons à peine 20% des précipitations) et les populations de poissons migrateurs s'effondrent nonobstant la destruction des barrages.

« Ce n'est plus un débat politique, c'est un constat scientifique. Le plan de gestion de l'eau est techniquement bancal, économiquement absurde, et écologiquement dangereux », déclare la FED.

Ce que dit l'Académie des sciences

Chiffres incohérents et contradictoires, rendant inopérants les scénarios de

gestion et invalidant la crédibilité des diagnostics sur le « bon état » des cours d'eau.

Surinvestissements structurels absurdes, des millions d'euros pour renaturer la nature sans jamais aucun contrôle ni retour sur investissement, ni pour la Collectivité ni pour la nature.

Menace sur l'équilibre des bassins versants, coûts d'exploitation et de maintenance exponentiels, incapacité d'agir sur les flux hydriques pour assurer la protection des personnes et des biens lors des crues et de répondre aux besoins lors des sécheresses de plus en plus sévères.

Absence totale d'analyse économique sérieuse, alors que les enjeux agricoles, industriels et domestiques nécessitent une optimisation de la ressource en eau douce au risque de lourds préjudices.

Ce que dit la FED depuis le début

« Cette politique de l'eau est fondée sur des illusions idéologiques, pas sur des études hydrologiques ou agro-industrielles réalistes. Elle nous conduit vers un modèle hydrique instable, aléatoire, coûteux et inefficace. »

La FED appelle solennellement le gouvernement à

Suspendre immédiatement les prescriptions et principes actuels inefficaces de la gestion quantitative de la ressource hydrique, dont les fondements sont invalidés par l'Académie.

Lancer une révision complète de la politique de l'eau à co-construire, associant pour 1/3 experts indépendants, autorités locales, chercheurs en hydrologie et représentants des usagers, avec 1/3 de rigueur scientifique avéré et 1/3 d'exigence de bon sens pour présider aux diagnostics. Quoi qu'il en coûte, puisque les Agences de l'eau ont déjà tellement financé la destruction des réserves d'eau douce qu'elle devra financer leur restauration.

Remettre de la cohérence. Cela appelle à une réévaluation urgente des

stratégies et des actions dans notre stratégie hydrique, en privilégiant les solutions fondées sur la gestion adaptative des bassins versants, en restaurant la biodiversité mal menée et la prévention des sécheresses pour garantir sécurité, stabilité et soutenabilité.

La France ne peut plus se contenter d'une politique de l'eau inefficace (lacunes-échecs) et très coûteuse : il est temps de bâtir une gestion durable, respectueuse de la nature et n'écartant plus les besoins de l'homme.

le communiqué de la vraie FED:

PPE3 : le constat accablant de l'Académie des sciences

Paris, le 11 avril 2025

La Fédération Environnement Durable (FED) prend acte du très sévère avis de l'Académie des Sciences publié ce 8 avril sur la programmation de l'énergie (PPE3) prévue par le gouvernement. Ce document majeur, rédigé par les plus hautes autorités scientifiques françaises, valide pratiquement toutes les critiques fondamentales portées depuis des mois par la FED.

«Ce n'est plus un débat politique, c'est un constat scientifique. Le texte de la PPE3 est techniquement bancal, économiquement absurde, et stratégiquement dangereux», déclare la FED.

Ce que dit l'Académie des sciences :

Chiffres incohérents et contradictoires, invalidant la crédibilité des scénarios proposés.

Surcapacités absurdes en énergies intermittentes, sans possibilité de stockage crédible à court terme.

Menace sur l'équilibre du réseau, surcoûts gigantesques, et gestion ingérable de la production électrique.

Absence totale d'analyse économique sérieuse, malgré les enjeux nationaux.

Ce que dit la FED depuis le début :

« Cette PPE3 est fondée sur des illusions idéologiques, pas sur des données scientifiques ou industrielles réalistes. Elle nous entraîne vers un modèle énergétique instable, coûteux et inefficace. »

La FED appelle solennellement le gouvernement à :

Suspendre immédiatement la PPE3, dont les fondements sont invalidés par l'Académie.

Lancer une révision complète avec des experts indépendants, une rigueur scientifique assumée, et un vrai débat national.

Remettre de la cohérence dans notre stratégie énergétique, pour garantir sécurité, stabilité et soutenabilité.

La France mérite mieux qu'un pari aveugle : il est temps de revenir à une politique énergétique fondée sur les faits, la cohérence et l'intérêt général.